

16èmes Controverses de Marciac (août 2010)
La Méditerranée au cœur de l'Europe :
sonder les fractures, dévoiler les failles, révéler les accords.

LE POURTOUR DES REGARDS :
DE QUELLE MÉDITERRANÉE SE RÉCLAME-T-ON ?

Table ronde avec Selma Tozanli, socio-économiste au Ciheam-Iamm (Turquie), Mohamed Elloumi agroéconomiste Inrat (Tunisie), Omar Bessaoud, économiste au Ciheam-Iamm (Algérie) et Jean-Sylvestre Mongrenier, géographe et géopoliticien (Mer Noire).

DÉCEMBRE 2010

www.agrobiosciences.org

EDITÉ PAR LA MISSION AGROBIOSCIENCES,
D'APRÈS LES CONTROVERSES DE MARCIAC
(16ème UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE L'INNOVATION
RURALE)

Mission d'Animation des Agrobiosciences
ENFA BP 72 638
31 326 Castanet-Tolosan
tel : 05 62 88 14 50



LE POURTOUR DES REGARDS : DE QUELLE MÉDITERRANÉE SE RÉCLAME-T-ON ?

Table ronde avec Selma Tozanli, socio-économiste au Ciheam-Iamm (Turquie), Mohamed Elloumi agroéconomiste Inrat (Tunisie), Omar Bessaoud, économiste au Ciheam-Iamm (Algérie) et Jean-Sylvestre Mongrenier, géographe et géopoliticien (Mer Noire).

Dans le cadre des 16èmes Controverses de Marciac (Gers), organisées par la Mission Agrobiosciences et la Communauté de Communes Bastides et Vallons du Gers, qui se déroulaient les 30, 31 juillet et 1er août 2010, la première journée fut consacrée à faire la part du mythe méditerranéen et du réel des clivages.

Dans cet esprit, quittant un moment le point de vue exclusivement européen, la table ronde organisée l'après-midi fut l'occasion « caboter » sur les rivages orientaux et méridionaux grâce à ses quatre invités : Selma Tozanli, socio-économiste au Ciheam-Iamm (Turquie), Mohamed Elloumi agroéconomiste Inrat (Tunisie), Omar Bessaoud, économiste au Ciheam-Iamm (Algérie) et Jean-Sylvestre Mongrenier, géographe et géopoliticien (Mer Noire). Avec chacun d'entre eux, il s'agissait d'explorer la réalité des affinités culturelles de leur région, les solidarités, les flux commerciaux, les enjeux géostratégiques, politiques et économiques. Vers qui se tournent leurs regards, à qui tournent-ils le dos ? Des interventions suivies d'un débat avec l'auditoire, et conclues par le géopoliticien Michel Foucher.

La Mission Agrobiosciences : Y a-t-il encore, selon chacun d'entre vous, un fonds culturel commun aux pays méditerranéens ? Des courants contraires - comme la décolonisation, la ligue arabe etc – ne l'ont-ils pas emporté ?

Mohamed Elloumi : En partant de l'histoire récente, à partir de la deuxième guerre mondiale, je verrais des mouvements à l'image de la tectonique des plaques, avec des moments de convergence et de divergence. Je distingue trois époques : la période des luttes d'indépendance, d'abord, où il y avait une convergence au Sud entre les différents leaders de ce mouvement dans une opposition avec le Nord, d'abord. Mais une fois l'indépendance acquise, les divergences sont également apparues entre les pays du Sud : des pays comme la Tunisie ont pris un peu de distance par rapport à l'Orient, dont l'Egypte, avec laquelle existaient auparavant des solidarités très fortes, ou encore par rapport au conflit israélo-palestinien. Il y avait alors des opportunités de convergence avec le Nord, via une proximité des intellectuels tunisiens à l'époque formés à l'école française. Cette occasion n'ayant pas été saisie pour la construction d'un rapprochement, les divergences ont pris le dessus, notamment depuis la guerre du Golfe et le 11 septembre. Avec le retour du religieux, au Sud comme au Nord, la société tunisienne se rapproche des pays de la rive sud-est, à la faveur des moyens de communication satellitaires. Les Tunisiens, qui jusque là captaient plutôt les chaînes italiennes, regardent aujourd'hui les chaînes du Moyen-Orient. Nous sommes donc actuellement plus dans un processus d'éclatement de la Méditerranée que de construction unitaire.

« Nous sommes dans un processus d'éclatement de la Méditerranée »

Jean-Sylvestre Montgrenier : A mon sens, la représentation unitaire de la Méditerranée relève non seulement de la construction mais aussi du bricolage idéologique. Il y a une série de sédimentations historiques qu'on peut essayer de faire tenir ensemble mais les configurations géoculturelles et géopolitiques ne viennent pas s'aligner sur la géologie.

Si on remet les choses en perspective, et en ayant recours à la longue durée comme cela a été fait ce matin, il y a eu une forme d'unité sous Rome, suivie d'une dislocation à la fin de cet « empire-monde », même si le commerce transméditerranéen a persisté un temps. De fait, la rupture entre les différentes rives intervient au moment des invasions arabo-musulmanes, quand l'Occident romano-germanique s'éloigne de l'Orient byzantin.

Pour aller très vite, au 19^{ème} siècle, il y a eu une forme de reconstitution d'unité, mais toute relative : à partir de 1830, quand les pirateries barbaresques sont mises hors jeu, la Méditerranée redevient un lac européen du fait de la colonisation, mais il faut faire attention aux pièges du langage. L'Europe n'était pas alors un tout homogène. Elle était faite d'Etats-nations rivaux, engagés dans des logiques hégémoniques.

En continuant d'étager ainsi l'histoire, on en vient aux lendemains de la deuxième guerre mondiale où le mouvement essentiel est l'unification de la rive nord, à travers les processus de la CEE et l'Otan, alors qu'au Sud et à l'Est, la décolonisation entraîne une fragmentation géopolitique. D'où un clivage important, qui s'est même accentué après la guerre froide : ce mouvement d'unification européenne s'est élargi à l'Est et la Mer Noire, qui était presque un lac soviétique, a été réintégrée dans le jeu méditerranéen.

On évoque souvent le « cas » de la Turquie, à cheval sur deux continents. Comment se vit cet héritage méditerranéen ?

Selma Tozanli : Je ne vais pas parler du point de vue de la Turquie, mais de sa population. Une partie d'entre elle, dont des hommes politiques, demeure nostalgique d'une Méditerranée perçue comme le lac ottoman, quand la région était dominée militairement par cet empire à partir de la seconde moitié du 15^è et jusqu'à la fin du 18^è siècle. Tous les peuples lui devaient des tributs sous forme de céréales, d'or et autres biens. La Méditerranée était donc le lieu d'un empire tribal, mais aussi d'échanges commerciaux : n'oublions pas que Soliman le Magnifique a signé un accord bilatéral avec François 1^{er}, autorisant la marine française à commercer sous la bannière ottomane. Pour les nostalgiques dont le nombre commence à diminuer, tout cela aurait dû continuer ainsi, sous la forme d'une hégémonie turque, non plus militaire, mais politique. C'est ce que traduit la volonté politique de se positionner en tant que négociateur entre certains pays, pour apparaître comme le leader de cette Méditerranée en construction.

« Je ne me sentais pas méditerranéenne. Je le suis devenue »

Un autre mouvement a beaucoup compté. C'est celui de la Turquie moderne, née en 1923 et dont les frontières ont été ratifiées par le traité de Lausanne en 1924. Dans les années 1930 à 1950, le pays qui souhaitait s'occidentaliser s'est tourné vers l'Europe, oubliant plus ou moins les autres rives de la Méditerranée. Cela dit, Mustapha Kemal Atatürk avait noué beaucoup de pactes avec l'Iran, la Grèce et d'autres pays des Balkans, pour établir une zone de paix autour de l'Etat-nation. Après la deuxième guerre mondiale et au cours de la guerre froide, cet espace d'amitié s'est mué en lieu d'hostilités et la Turquie a commencé à devoir se protéger de ses ennemis. Cette période est en passe d'être révolue, peut-être grâce aux entrepreneurs turcs et à la politique d'ajustement structurel imposé par le FMI à partir de 1980.

Les hommes d'affaires ont en effet commencé à lancer des chantiers de construction en Arabie Saoudite, en Lybie, en Egypte, puis à exporter vers les pays du Maghreb. Là où les politiques ont échoué, les entrepreneurs ont réussi. Y compris avec les Grecs et les Bulgares, qui commercent beaucoup avec les Turcs. Ensuite, il y a les aspects culturels et sociaux. En la matière, pour la population, la Méditerranée reste encore pour beaucoup le rivage de l'Anatolie du sud où l'on va passer ses vacances et faire du tourisme.

Pour ma part, je crois beaucoup aux échanges humains. Prenez mon parcours : je ne me sentais pas méditerranéenne. Je suis venue en France pour apprendre la langue et faire des études. Je suis arrivée à l'IAM de Montpellier où, là, au fil des collaborations, j'ai peu à peu pris cette identité. C'est par les rencontres entre les populations des différents pays que nous pourrions co-construire une identité méditerranéenne.

Continuons sur les questions de l'héritage culturel, mais cette fois, avec l'Algérie...

Omar Bessaoud : La question de l'héritage et des apports nouveaux est complexe. L'Algérie en est un bon exemple. Elle a vécu sept siècles de présence phénicienne, cinq siècles de domination romaine, deux siècles partagés entre les Vandales et les Byzantins, puis l'arrivée de la civilisation arabo-islamique à partir du 7^{ème} siècle, suivie de la présence ottomane à partir du 16^{ème} et, ça et là, des présences espagnoles ou génoises, sans compter les populations berbères qui peuplaient l'Algérie depuis la plus haute Antiquité. Ajoutez-y enfin la colonisation française en 1830... Voilà bien des sédiments sur le plan culturel, des paysages, des cités qui portent la trace de toutes ces influences. Aujourd'hui, cela pose un problème car l'Algérie, depuis au moins trois décennies, le vit comme un enjeu identitaire, porté par le mouvement national en référence à la libération du monde arabe et avec un enracinement déjà ancien dans l'Orient. Ainsi, mes grands-oncles ont migré dans les années 1910 - lors du grand exode de Tlemcen à la suite de la conscription militaire-, pour s'installer en Turquie et en Syrie. De même, la question de l'identité religieuse et la référence à la langue arabe ont été très présentes dans les années 1980.

« En Europe, les héritages du passé islamique ne sont pas assumés »

Du coup, s'est opéré une sorte de retour sur notre passé et nous avons découvert que notre héritage était plus complexe qu'on le pensait, les langues écrites ou parlées plurielles. C'est ainsi que l'on a toujours parlé plusieurs langues en Algérie. Prenez Saint-Augustin qui, né dans la province romaine de Numidie, prêchait en latin, en punique et en berbère !

En revanche, en Europe, les héritages du passé, dont l'héritage islamique, ne sont pas assumés. L'identité européenne s'est ainsi construite (de la renaissance au siècle des lumières) contre cet héritage. La formation des empires coloniaux et sa légitimation n'étaient pas étrangères à cette démarche. Et la première des fractures, c'est l'Algérie de 1830, suivie du protectorat en Tunisie, à partir de 1881.

Tentons à présent de nous recentrer sur la période actuelle et, plus précisément, sur la réalité ou non des solidarités ou coopérations inter-Etats ... Où vos regards se portent de ce point de vue ? Vers la Méditerranée, vers l'Occident, vers l'Est ?

S. Tozanli : Je crois que les espoirs des Turcs sont surtout basés sur les échanges commerciaux et sur l'instauration d'un lieu de paix dans les Balkans et au Moyen-Orient. Il y a de plus en plus de mouvements de capitaux issus du pétrole jordanien ou koweïtien, pour investir dans l'industrie et l'agriculture du Maroc et de la Tunisie. Mais les Turcs investissent également dans les pays du Maghreb.

M. Elloumi : La Tunisie est un carrefour et l'a toujours été. Mais, économiquement, les flux ont changé. Si 90% de nos échanges concernent toujours l'Union européenne, nous voyons effectivement les Turcs arriver en force: le dernier aéroport tunisien, l'un des plus importants, a été construit et géré par le gestionnaire des aéroports turcs.

Par ailleurs, il faut noter que le secteur du tourisme, sur lequel la Tunisie a construit une partie de son économie, a été sauvé à plusieurs reprises par les Algériens qui constituent désormais une part importante des flux, sachant que sur place, ils dépensent plus que les touristes européens. Voilà pour les rapprochements.

En revanche, il y a une frontière à laquelle nous avons toujours tourné le dos, c'est le Sahara. Mais là aussi, les choses sont en train de changer. Sur ce point, les Marocains sont peut-être un peu plus en avance. De fait, une communauté sahélo-nord africaine commence à se dessiner sur le plan scientifique, en termes de gestion des ressources. De même, des banques et des entreprises tunisiennes commencent à s'installer au sud du Sahara.

O. Bessaoud : Jusqu'aux Temps Modernes, les pays du Sud ont échangé beaucoup entre eux par la route des épices et la mer, et ont très peu commercé avec l'Europe du Nord. En revanche, à partir de la colonisation, les rapports ont basculé : non seulement les rapports Nord-Sud sont devenus dominants, mais ils sont asymétriques : 75% des biens vendus par le Sud à l'Europe sont des produits bruts ou semi-finis. Il n'y a pas de transfert technologique du Nord vers le Sud en terme d'industrialisation : il y a des investissements mais pour l'exploitation des matières premières, notamment des hydrocarbures. Notez de plus l'émergence de nouveaux acteurs : la Chine, la Corée du sud, la Turquie, le Chili ou encore l'Afrique du sud, cette dernière ayant fait perdre à l'Algérie son leadership sur la production africaine de vins.

Quant au commerce inter-Maghreb, il est très faible : 4 à 5% seulement de la balance commerciale de ces pays. Enfin, les échanges culturels et humains sont pour le moins négligés. C'est un point important. Car cette Méditerranée ne peut se faire sans la mobilité des hommes, et avec eux, la mobilité des savoirs et des idées qui la caractérisait par le passé. Là, il y a aussi un point de rupture.

Venons-en à la Mer Noire, qui a l'air d'être une sorte d'autoroute d'Est en Ouest...

J-S Mongrenier : Un mot d'abord sur la région sahélo-saharienne. Car un champ de coopération est en train de s'ouvrir, c'est celui de la lutte contre le terrorisme, avec des enjeux très concrets !

Quant à la Mer Noire, tous les dossiers importants que traite l'Europe nous amènent forcément à nous y intéresser. Les pays riverains que sont la Roumanie et la Bulgarie sont d'ailleurs membres de l'Union européenne depuis 2007. Il s'agit d'enjeux géostratégiques et énergétiques. Cette mer est un espace d'intersection entre la Méditerranée et l'espace sud-eurasien qui va jusqu'à la mer Caspienne, en passant par le Caucase. C'est le trajet qu'emprunteraient deux gazoducs plus ou moins concurrents : le Nabucco et le South Stream¹. C'est le lieu aussi de conflits dits gelés et qui ne le sont pas, comme l'illustre le cas de la Géorgie. C'est, enfin, la question du statut et de l'orientation de l'Ukraine, également riveraine de la Mer Noire. Tout cela concerne au premier chef les pays membres de l'Union européenne ainsi que l'Otan et passe par la résolution des questions dans les Balkans occidentaux [Nlr : Slovénie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine, Albanie, Monténégro, Serbie]. Sans oublier le problème de la candidature turque, qui bute sur l'opposition d'une partie des opinions publiques européennes ainsi que sur la question de Chypre, dont 30% du territoire sont occupés par l'armée turque depuis bientôt quarante ans. Dans tous les cas, il va falloir trouver une porte de sortie pour cette péninsule entre la mer Noire et la Méditerranée qu'est la Turquie.

Enfin, il y a un autre champ à investir : c'est la question iranienne, son nucléaire et sa volonté hégémonique. C'est là de la géopolitique « dure » et plus seulement du dialogue.

¹ **Le BTC**, soit « Bakou/Tbilissi/Ceyhan : un oléoduc reliant Bakou aux gisements pétroliers des pays de l'Asie centrale. Ouvert en 2006, il traverse l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie pour transporter le pétrole brut vers la Méditerranée. Un projet porté par les grandes compagnies pétrolières, dont la britannique BP.

Le Nabucco, un consortium regroupant Bulgarie, Roumanie, Hongrie, Autriche et Turquie, soutenu par l'Union européenne qui demeure soucieuse de diminuer sa dépendance à l'égard du gaz russe. Ce gazoduc relierait l'Iran à l'Europe Centrale, via les pays de la Transcaucasie.

Le South Stream, quant à lui, est porté par l'Italie et la Russie (ENI/Gazprom) et concurrence le Nabucco dont il emprunte une partie du trajet.



LE DÉBAT

Le statut des femmes, la laïcité et les flux migratoires...

Sylvie Bonny : Je voudrais évoquer un point qui choquera peut-être certains d'entre vous et je m'en excuse par avance. Il s'agit de la question de la femme dans la Méditerranée, en particulier celle de leur virginité jusqu'au mariage. Pourquoi un statut si particulier dans cet espace ?

S. Tozanli : La question de la virginité des femmes a été importante partout dans les sociétés sédentaires, en relation étroite avec la propriété terrienne et sa transmission. On a besoin de savoir de qui est l'enfant. Cela prévaut encore dans des pays méditerranéens comme la Turquie. Après, la question de l'honneur de la famille joue également. Ce n'est pas totalement lié à la religion. J'ai vu ainsi, il y a quelques jours, le film de Pietro Germi, « Séduite et abandonnée », tourné en 1964 et qui se déroule en Sicile : il met exactement la même question au coeur de l'intrigue. C'est la Méditerranée, c'est Garcia Lorca écrivant *Les noces de sang*... Et on retrouve la même chose dans les aristocraties médiévales un peu partout. Ceci dit, ce phénomène est en diminution dans les métropoles où l'on voit des couples libres, non mariés, qui ont d'autres choses à partager que la propriété terrienne.

« Européens : évitez les généralités sur les pays méditerranéens »

M. Elloumi : Je suis peut-être mal placé pour répondre mais quelques mots quand même sur le statut de la femme. Il n'y a pas d'immobilisme en la matière. Le droit de vote des femmes en Tunisie date de 1957. Même chose pour le droit à l'avortement. C'est dans les années 60 que s'ouvre l'accès à toutes formes de contraception. Enfin, le code du statut personnel, en 1956, a instauré l'égalité homme/femme. Certes, ce n'est pas parfait, notamment avec le retour du religieux et il reste des progrès à faire. Mais, depuis l'Europe, il faut éviter les généralités sur les pays méditerranéens. Il n'y a pas d'homogénéité.

O. Bessaoud : il y a eu, en cinquante ans d'indépendance algérienne, plus de progrès réalisés pour le statut des femmes qu'au cours de tous les siècles passés. Aujourd'hui, il y a plus de femmes que d'hommes à l'université et dans la fonction publique. Bien sûr, il faut continuer, mais ces dernières années, beaucoup de fronts ont été menés, par exemple en termes d'alphabétisation.

Eliane Crepel, infirmière : Une remarque d'abord. Une fracture des os, cela se peut se guérir en trois semaines. Pour cela, il faut arrêter de bouger, éviter de taper dessus, immobiliser le membre, c'est-à-dire mettre en sécurité le malade. Ensuite, il faut bien l'alimenter, par des liens économiques, culturels, interpersonnels, des études sur l'histoire commune à plusieurs mains et plusieurs têtes. Puis, pour la consolidation, il faut des mouvements prudents et il faut enfin se remuscler. Ensuite, j'ai deux questions. Y a-t-il encore un désir de laïcité au niveau des populations méditerranéennes, dans lesquelles j'inclus les Français ? Ce qui a fait le ciment de la laïcité en France, c'est l'école de Jules Ferry, gratuite et pour tous : qu'en est-il autour du bassin méditerranéen ?

S.Tozanli : En Turquie, la sécularisation est en marche. C'est un pays laïc depuis l'abolition du califat en 1925, et plus de la moitié des Turcs est très attaché à cet aspect de leur culture. Cela ne signifie pas qu'ils sont athées. Mais c'est une autre interprétation de la religion et de sa place dans la société et les affaires de l'Etat. Ils sont croyants non pratiquants dans la plupart des cas, ils aiment bien boire de l'alcool, mais ils sont musulmans, comme la plupart des catholiques en France.

M. Elloumi : Concernant l'école, je rejoins les propos d'Omar. Je connais beaucoup de mes concitoyens qui sont nés sous la tente et qui sont aujourd'hui dans les hautes sphères nationales ou internationales, grâce à l'action de Bourguiba dans le domaine de l'éducation. Dans les campagnes, on trouve actuellement plus de filles scolarisées que de garçons, même si l'ascenseur social est un peu en panne ces temps derniers.

« La laïcité est une question politique, liée à celle de l'identité »

O. Bessaoud : De façon générale, et cela a à voir avec le débat algéro-français dont a parlé Michel Foucher², vos questions révèlent le regard que porte l'Européen sur l'autre rive. Ne peut-on pas essayer de rentrer dans l'imaginaire, dans la langue, dans la culture de l'autre pour la comprendre ? La laïcité renvoie à une histoire particulière. C'est une catégorie, un concept, un mouvement social, qui a à voir avec l'histoire de la France. On ne peut dire qu'il faudrait, dans les sociétés du Sud, couper le temps de Dieu et le temps des hommes. Mais on peut séparer le religieux du politique. Dans le Coran, des versets et des sourates renvoient à cette séparation.

La question de la laïcité est intimement liée à celle de l'identité. C'est une question politique : comment des pouvoirs recourent à la ressource religieuse, facilement mobilisable et qui prend le relais d'autres doctrines, socialistes ou autres, pour continuer à dominer. Un exemple frappant : il y a aujourd'hui beaucoup plus de mariages mixtes entre des femmes musulmanes et des « étrangers » chrétiens que par le passé. C'est cela qui a fait réagir des mouvements politiques en France pour tenter, par les mosquées notamment, de ressouder la communauté musulmane. De même, en Algérie, la ressource religieuse a été utilisée pendant la période d'industrialisation, dans les années 70, lorsque des milliers de femmes ont commencé à travailler dans les usines. Sur le plan religieux, cela a été interprété comme une hérésie et on y a vu une remise en cause du pouvoir des hommes. Les premiers mouvements islamiques se sont alors développés comme des mouvements anti-femmes.

² Lire l'article : le bréviaire géographique de la méditerranée.
http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2882

Bernard Dutoit, agriculteur : Je travaille depuis trente ans avec Paysans Sans Frontière, en partenariat avec les paysannes et les paysans africains, et je voudrais savoir s'il est possible de travailler de la même manière avec nos frères algériens. Je dois aussi vous dire que j'ai eu la malchance de faire la guerre d'Algérie, que j'ai particulièrement mal vécue et que si j'avais été paysan algérien, j'aurais été rebelle. J'espère que je ne vous choque pas.

O. Bessaoud : Non, absolument pas. L'histoire est ce qu'elle est, nous la partageons et nous en sommes tous un peu victimes. Cette guerre, je l'ai vécue enfant. Quant à la coopération avec l'agriculture algérienne, elle est tout-à-fait possible. Car se sont développés ces dix dernières années des mouvements associatifs assez importants un peu partout dans le pays, y compris des mouvements de coopération entre des populations rurales du Nord et du Sud. Je pourrais éventuellement vous mettre en contact avec une ONG, Touiza³, qui veut dire « partage », « solidarité », et qui organise des échanges entre agriculteurs du Nord et du Sud.

Slimane Bedrani, économiste : Il ne faut pas voir les pays sud-méditerranéens comme des ensembles homogènes, y compris à l'intérieur même des pays. Dans certaines régions d'Algérie, vous n'aurez aucun problème pour initier une coopération avec les paysannes. Et dans d'autres, vous ne verrez pas le bout du nez d'une femme. C'est comme ça. Je pense qu'il faut laisser le temps au temps. Il ne faut pas oublier qu'en Europe, la situation de la femme n'a changé que très récemment ! C'est le développement économique, social, culturel qui fait qu'il y a plus d'égalité entre les hommes et les femmes.

Bendida Hachemaoui, doctorant en sciences politiques : Il y a eu certainement une réaction islamiste contre le mouvement de libération de la femme en Algérie, un pays progressiste, socialiste, qui a connu une scolarisation de masse. La réaction islamiste était d'ailleurs également dirigée contre la collectivisation des terres et, au niveau international, contre le communisme d'une part et le libéralisme américain d'autre part. D'une manière générale, les islamistes sont les alliés naturels du capitalisme.

L'un d'entre vous a parlé de la nouvelle donne du tourisme algérien en Turquie. Pensez-vous que cela pourrait constituer un élément favorable à une certaine intégration ? Ensuite, une remarque par rapport à ce qu'a dit O. Bessaoud : il y a beaucoup plus d'exportations de produits européens manufacturés vers l'Algérie que le contraire, notamment depuis 1995, quand les Algériens ont signé l'accord sur le rééchelonnement de leur dette commerciale avec le FMI, dans des conditions exécrables, le couteau sous la gorge.

S. Tozanli : Concernant le tourisme, ce ne sont pas seulement les Algériens qui viennent en Turquie, mais les pays du Maghreb en général, qui ont amorcé un mouvement assez important vers la Turquie. Surtout les Tunisiens, qui viennent pour le « commerce de cabas », ainsi que le montre l'économiste Michel Péraldi. Reste qu'il n'y a pas de chiffres.

M. Elloumi : Il y a effectivement des flux touristiques très importants de l'Algérie et de la Tunisie vers la Turquie, où les visas ne sont plus demandés pour ces pays. Des flux pas uniquement liés au commerce. Il y a je crois près de 2 millions de touristes algériens annuellement en Tunisie.

« Nous, Algériens, avons un problème avec Camus »

Claire Montgobert, Fédération générale de l'agroalimentaire de la CFDT : J'aimerais que vous abordiez les migrations du travail, qui n'ont pas été évoquées et qui, pourtant, me semblent être importantes, comme facteur de construction d'un ensemble méditerranéen.

O. Bessaoud : Les migrations, c'est le grand problème de la Méditerranée dans le rapport Nord/Sud. Elles sont aujourd'hui contrôlées via des barrières. Or, que ce soit uniquement un espace de circulation des marchandises et de capitaux, cela ne fait pas sens.

Un dernier mot pour défendre une thèse, pour essayer de nous comprendre : je partirai de Camus, qui est redevenu à la mode, y compris en Algérie. Et nous, Algériens, avons un problème avec Camus, qui traduit le malaise que nous avons avec la France. Car pour cet auteur, ce qu'on partage avec la Méditerranée, c'est la lumière. C'est physique. C'est le sable chaud... Mais c'est aussi l'étranger, Meursault, pour lequel l'Arabe

³ Voir sur internet le site de cette ONG : <http://www.touiza.com/>

n'existe pas. C'est ce problème que nous avons.

Car la Méditerranée, c'est aussi la justice. C'est non seulement Saint-Augustin, Tertullien ou Apulée, tous ceux venus de la rive nord qui ont contribué à la construction culturelle de l'Occident, mais c'est aussi Ibn Khaldoun⁴, Averroès, Maïmonide⁵. Et ce sont aussi les réformateurs musulmans du 19^e qui ont essayé de moderniser les sociétés arabes.

LA CONCLUSION

Sans confiance, il n'y a pas de mobilité

Par Michel Foucher, géopoliticien, professeur à l'École normale supérieure, ancien Ambassadeur de France en Lettonie.

C'est en 1912 qu'a lieu la première embauche de travailleurs marocains dans les usines Renault de Billancourt. C'est donc très ancien. Cela relève de stratégies spécifiques de la France avec le Maroc, puis avec l'Algérie et la Tunisie. Avec un intérêt très ciblé : pour le Maroc, il s'agit du Rif, région montagneuse au nord du Moyen Atlas, et du Souss, au Sud-Ouest du pays, avec Agadir pour capitale. En Algérie, c'est la Kabylie.

On peut dire que ce marché du travail se ferme avec les lois dites Pasqua en 1974. On entre alors dans une autre logique. C'est à ce moment là qu'en entre dans une autre logique. Ce n'est pas le sujet d'aujourd'hui, même si c'est très structurant dans nos représentations.

Dans les débats que nous avons menés aujourd'hui, la référence méditerranéenne sert à masquer la réalité de nos difficultés. Les relations France/Algérie, par exemple. Arrêtons donc de parler de la Méditerranée en général, pour aborder plutôt les relations entre les gens et les Etats des deux rives !

Il y a cinq ans, les consulats français en Algérie traitaient environ 800 000 demandes de visa. Aujourd'hui, ils en reçoivent moins de 200 000. Les flux sont très encadrés. Du coup, ils connaissent une diversification : des flux algéro-français passent à présent par Istanbul. Ce sont des touristes qui prolongent le voyage, si j'ose dire. Voilà une vraie question qui peut être l'objet d'un autre colloque.

La « bonne » réponse, c'est la mobilité. Il n'y a pas de raison pour qu'une grand-mère algéroise qui veut aller au mariage de sa petite-fille à Marseille doive se rendre pour cela quatre fois au consulat à Oran ou à Constantine ! Il faut lui faire confiance. Sans confiance, il n'y a pas de mobilité. Cette confiance là, c'est bien ce qui nous manque.

Deuxième remarque : dans mon lexique méditerranéen que j'ai énuméré ce matin, je me suis arrêté à la lettre D comme démographie, en insistant sur la transition démographique qui a commencé en Tunisie avec la scolarisation – aujourd'hui, les taux de fécondité y sont inférieurs à ceux de l'Italie - et qui s'est poursuivie en Algérie. C'est un peu plus long au Maroc, parce que Hassan II a encadré la modernisation des campagnes. Le code de la famille y est plus tardif.

Je terminerai sur le statut de la femme : s'il y a quelque chose qui caractérise les conservatismes religieux, que ce soit l'église du Portugal, de l'Italie, de l'Espagne ou certains imams, c'est qu'ils veulent contrôler le corps des femmes et qu'ils se méfient de la modernisation ; Et là, Nord ou Sud, c'est le même combat. Disons simplement qu'il y a une génération de différence.

⁴ Historien, philosophe et diplomate tunisien du 14^e siècle.

⁵ Rabbín andalou, médecin et philosophe du 12^e siècle.